



Les Etats-Unis bloquent une résolution de l'ONU condamnant les bombardements terroristes de Damas

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 27 février 2013

[WSWS.org](#)

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Nations Unies](#)

Analyses: [SYRIE](#)

Hier, 22 février, les responsables américains ont bloqué une résolution parrainée par la Russie au Conseil de sécurité de l'ONU, qui condamnait les nombreux bombardements terroristes survenus jeudi dans la capitale syrienne, Damas.

Le bilan des bombardements qui ont eu lieu dans le cadre de la guerre par procuration menée par les Etats-Unis pour évincer le président syrien Bachar al-Assad, a fait état hier de 83 morts et de plus de 200 blessés. Environ 22 personnes sont mortes dans trois attentats à la voiture piégée dans le Nord de Damas. Le principal attentat à la voiture piégée perpétré dans le centre de Damas à proximité du quartier général du parti Baas et d'une école a tué 63 personnes dont de nombreux enfants.

Bien que personne n'ait revendiqué la responsabilité pour le bombardement, l'on croit largement qu'il s'agit de l'œuvre du Front al Nusra, un groupe lié à al-Qaïda et actif au sein de l'opposition contre Assad qui est soutenue par les Etats-Unis et qui avait déclaré dernièrement vouloir lancer une offensive pour « libérer Damas. »

Lorsque les représentants russes ont soumis une résolution au Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner les bombardements terroristes de Damas, la délégation américaine a refusé de l'adopter. Quelles que soient les divergences tactiques existant à Washington sur la question de savoir jusqu'où armer al-Qaïda et l'opposition syrienne plus large dominée par les Islamistes, le gouvernement américain appuie le terrorisme et la tuerie de masse comme instruments de sa politique au Moyen-Orient.

En expliquant sa position, la porte-parole de la mission américaine à l'ONU, Erin Peltin, a dit : « Nous étions d'accord avec le projet russe pour une déclaration du Conseil de sécurité et nous cherchions uniquement à ajouter une formulation identique sur les attaques brutales commises par le régime contre le peuple syrien. Malheureusement, la Russie a refusé de s'engager sur un texte crédible. »

C'est une esquivance cynique visant à minimiser la responsabilité des Etats-Unis et de leurs alliés dans les attaques terroristes en Syrie.

Les commentaires de Peltin montrent clairement que, confrontée à une résolution qui dénonce les bombardements, la délégation américaine a reconnu que ce n'était pas le

régime d'Assad qui était critiqué. Elle a par conséquent ajouté à la résolution un texte attaquant le gouvernement syrien – bien que ce dernier soit en fait la cible du bombardement terroriste – en tentant de détourner la responsabilité des forces terroristes au sein de l'opposition qui est soutenue par les Etats-Unis. La Russie a alors refusé de faire passer la résolution telle que les responsables américains l'avaient amendée.

La Coalition nationale syrienne, groupe de tutelle de l'opposition appuyée par l'Occident, a sombré dans l'absurdité en rejetant la responsabilité des bombardements sur Assad. Hier, elle a publié une déclaration sur sa page Facebook : « Le régime terroriste d'Assad porte la plus grande part des responsabilités pour tous les crimes qui se sont passés dans le pays parce qu'il a ouvert la porte à ceux qui ont des objectifs différents pour arriver en Syrie et nuire à sa stabilité en se cachant ainsi derrière ce fait et l'utiliser comme un prétexte pour justifier ses crimes. »

Il est bien connu que les forces d'opposition effectuent des bombardements terroristes et attisent une guerre civile sectaire avec le soutien des Etats-Unis et de leurs alliés en Europe et au Moyen-Orient. En décembre, lorsque le département d'Etat américain a finalement désigné le Front al Nusra comme un groupe terroriste, il reconnaissait qu'al Nusra avait perpétré, au cours de l'année précédente, près de 600 bombardements terroristes en Syrie.

L'opposition anti-Assad a reçu des centaines de millions de dollars des monarchies saoudiennes et du Qatar qui sont soutenues par l'Occident. La veille du bombardement, la monarchie du Qatar al Thani avait octroyé 100 millions de dollars supplémentaires à l'opposition. De tels fonds servent à payer les armes et les salaires des combattants de l'opposition, dont beaucoup sont des mercenaires des monarchies pétrolières ultra conservatrices du Golfe.

Le soutien accordé devant l'ONU par le gouvernement américain aux actes terroristes d'assassinats de masse souligne le caractère frauduleux de la « guerre contre le terrorisme ». Les gouvernements, tant démocrate que républicain, ont cité la menace d'al Qaïda pour justifier les attaques fondamentales perpétrées contre les droits démocratiques de la population américaine : la quasi élimination des restrictions sur la surveillance électronique, le recours à la torture et finalement le droit du président américain d'ordonner le meurtre extra-judiciaire par des attaques de drones.

Cette politique n'est cependant pas dictée par une opposition de principe au terrorisme, mais bien plutôt par la poursuite cynique des intérêts de l'impérialisme américain. En Syrie, ceci signifie une collaboration instable entre Washington et al Qaïda. Le régime d'Assad est un allié clé de l'Iran, un pays disposant de massives réserves pétrolières et qui est actuellement le principal obstacle à l'hégémonie néocoloniale des Etats-Unis au Moyen-Orient. Pour faire tomber le régime syrien et accroître la pression sur l'Iran, Washington est plus que disposé à soutenir politiquement les opérations terroristes.

La tuerie de masse appuyée par les Etats-Unis à Damas constitue un réquisitoire impitoyable contre les forces qui ont affirmé que c'est la guérilla, soutenue par l'impérialisme, et non la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière syrienne qui devrait régler les comptes avec la dictature d'Assad. Dans les pays impérialistes, ces forces comprennent à la fois les médias de masse et les partis petits bourgeois de « gauche » – comme l'International Socialist Organization (ISO) aux Etats-Unis, le Socialist Workers Party en Grande-Bretagne, le parti La Gauche (Die Linke, l'homologue allemand du Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon) en Allemagne et le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) en

France.

Ils portent leur part de responsabilité politique pour les crimes commis contre la population syrienne par ces forces qu'ils promeuvent depuis des années.

La politique de Washington en Syrie exacerbe le conflit non seulement avec la Syrie et l'Iran mais aussi avec la Chine et la Russie, principal allié de la Syrie. Le président américain de l'époque, George W. Bush, avait fait remarquer en 2007 que de tels conflits menaçaient de provoquer une Troisième Guerre mondiale. (Voir : « [Iran: Why does Bush invoke the threat of World War III?](#) »)

Après des consultations avec les responsables chinois, le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, a critiqué le vote américain sur le bombardement terroriste de la Syrie au Conseil de sécurité de l'ONU. Il a dit « Nous estimons qu'il s'agit là de deux poids et deux mesures et nous y voyons une très dangereuse tendance de nos collègues américains de déroger au principe fondamental d'une condamnation inconditionnelle de tout acte terroriste - un principe qui garantit l'unité de la communauté internationale dans la lutte contre le terrorisme. »

L'agressivité de la politique américaine au Moyen-Orient, ainsi que la politique menée dans le Pacifique par le nouveau gouvernement droitier japonais du premier ministre Shinzo Abe et soutenue par les Etats-Unis, semble pousser la Chine et la Russie vers une alliance défensive contre Washington. Jeudi, il a été annoncé que pour sa première visite à l'étranger le nouveau président chinois Xi Jinping se rendrait à Moscou, dans le courant du mois de mars.

Là, il projetterait de discuter de la stimulation des importations énergétiques chinoises en provenance de la Russie, dans le but de limiter, du moins provisoirement, la dépendance chinoise du pétrole du Moyen-Orient et de pays comme la Syrie et l'Iran qui sont menacés par une attaque des Etats-Unis.

Alex Lantier

Article original, [WSWS](#), paru le 23 février 2013

La source originale de cet article est [wsws.org](#)

Copyright © [Alex Lantier](#), [wsws.org](#), 2013

Articles Par : [Alex Lantier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez:

media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca